

L'Europe : quelle responsabilité dans la transition écologique ?

GAËL GIRAUD

PHILIPPE SEGRETAIN¹ : Après avoir essayé de cerner le sujet de notre responsabilité collective en matière de défense et de sécurité, il nous est apparu important de travailler sur notre responsabilité en matière de transition écologique. Gaël Giraud, vous êtes chef économiste de l'Agence française de développement, l'outil de l'aide française vers les pays du Sud et du Sud-Est. Vous êtes docteur en mathématiques appliquées et vous avez décidé de quitter le monde de la banque et de la mathématique appliquée à la banque pour rejoindre la compagnie de Jésus. Vous mettez vos compétences statistiques au service du tiers-monde et à des pays comme le Tchad qui vous a marqué quand vous étiez jeune. Pour vous qui êtes un militant de la transition écologique, l'Europe est-elle un outil pertinent pour la mettre en œuvre ?

GAËL GIRAUD² : Je vais aborder deux points : les défaillances de la zone euro, et donc en partie du projet européen ; puis, pourquoi, de mon point de vue, la transition écologique peut devenir le projet politique européen capable de surmonter ces défaillances.

Les défaillances de la zone euro

Quand on a construit la zone euro, on a fait le pari que cette unification monétaire permettrait de faire converger les systèmes économiques, industriels en particulier, de tous les pays de la zone. Il s'avère que cela ne fonctionne pas bien. On constate

1 Philippe Segretain, pilote de la session 2017, présidait la séance.

2 Gaël Giraud est chef économiste de l'Agence française de développement (AFD).

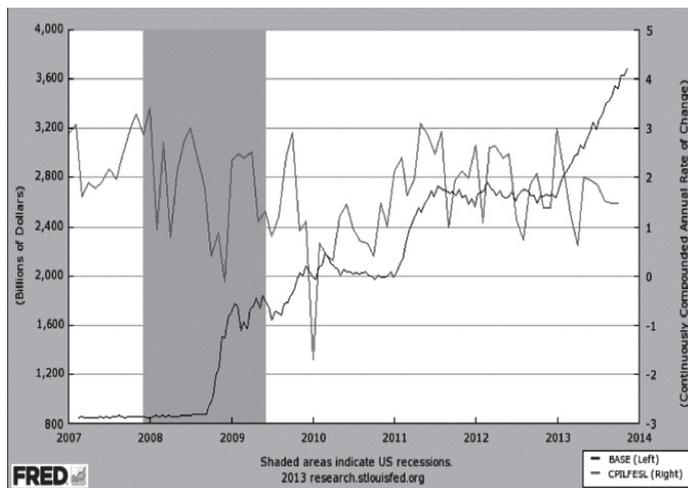
une divergence croissante là où on espérait une convergence. Cette divergence est en grande partie responsable de l'explosion des dettes publiques dans les pays du Sud. L'une des racines du problème est qu'il faut garder à l'esprit que la création monétaire n'est jamais neutre – au sens où elle a un impact sur l'emploi, la croissance et les dettes privées. Séparer la politique monétaire d'un côté et budgétaire de l'autre – ce que nous avons fait en déclarant la Banque centrale européenne indépendante des politiques budgétaires que nous avons laissées aux États – a peu de sens d'un point de vue économique. Il y a des racines historiques à cette situation, notamment la décision par les Alliés d'imposer l'indépendance de la Bundesbank à l'Allemagne de l'Ouest après la seconde guerre mondiale, par crainte que le pouvoir politique allemand ne se ressaisisse de la planche à billets pour financer des choses peu sympathiques. D'un point de vue économique, je ne vois toujours pas pourquoi on a déclaré la Banque centrale européenne indépendante. Cela n'aurait du sens que si la politique monétaire pouvait être séparée de la politique budgétaire, ce qui n'est pas possible.

On sait aussi que la mobilité du capital dans une zone comme la zone euro est capable de faire tomber la vertu des avantages des échanges commerciaux sur lesquels l'idée même d'un marché unique est construite. On peut le lire chez David Ricardo au début du XIX^e siècle et chez un grand économiste contemporain, Paul Krugman, qui l'a lui-même thématiqué récemment. La spécialisation devient mauvaise pour l'ensemble de la zone à partir du moment où il y a mobilité parfaite du capital qui n'est plus régulé. Ceci fait qu'aujourd'hui, on a une zone monétaire unique dans laquelle les États ont perdu le pouvoir de contrôler la politique monétaire sur leur territoire, dans laquelle il n'y a plus de coordination immédiate entre la politique budgétaire des États et la politique monétaire de la Banque centrale, et dans laquelle la mobilité parfaite du capital joue à contresens d'une spécialisation bienfaitrice pour l'ensemble de l'économie. À ceci s'ajoute le grand retard que nous avons accumulé en termes d'harmonisation fiscale, dont vous avez entendu parler à la faveur des *Paradise papers*. Vous avez remarqué qu'un certain nombre de paradis fiscaux se trouvent dans la zone euro, à commencer par le Luxembourg, Malte et Chypre. La zone euro elle-même siphonne tranquillement la base fiscale de ses pays membres en autorisant la pérennité de ces paradis fiscaux. Dans la nouvelle liste noire dressée par l'OCDE pour, comme en 2009, tenter de répondre à l'indignation du public, il n'y a pas un seul pays membre de la zone euro. Nous sommes mal partis pour imposer une harmonisation fiscale en zone euro, en témoigne le taux d'industrialisation de l'Union européenne. Vous avez une zone Nord qui continue de s'industrialiser tranquillement (l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande, l'Autriche) et une zone Sud qui se désindustrialise à grande vitesse. C'est un phénomène structurel en partie indépendant des politiques économiques menées dans chacun de ces pays. C'est ce que dit notamment Patrick Artus, l'économiste en chef de Natixis dans

un ouvrage consacré à la crise de l'euro : « Il aurait fallu comprendre, dès le départ, que l'unification monétaire était une machine à fabriquer de l'hétérogénéité.¹ »

Création monétaire/inflation

La création monétaire est-elle inflationniste ?



Ce schéma concerne les États-Unis, mais la courbe serait la même pour la zone euro. La courbe gris foncé représente la création monétaire par la Banque centrale américaine : on constate une explosion de la création monétaire, en 2008, puis en 2011 et en 2013. Quand on utilise la planche à billets, on pense que c'est toujours inflationniste. Or si l'on considère la courbe gris clair qui représente l'inflation domestique, on voit que sa tendance est plate. Donc la planche à billets n'est pas *ipso facto* inflationniste. On observe le même phénomène au Japon et en zone euro. Cela fait partie des paradoxes avec lesquels il faut compter pour mettre en œuvre des politiques budgétaires et monétaires intelligentes en Europe.

Dettes publique/dettes privées

Autre paradoxe, toujours pour les États-Unis, mais vous auriez la même chose pour la France ou l'Allemagne : vous remarquez que la dette publique augmente rapidement, en particulier depuis 2008. Normalement, lorsque la dette publique d'un pays augmente beaucoup, le *spread* – c'est-à-dire le coût qu'il doit payer pour que les investisseurs acceptent de lui prêter de l'argent sur les marchés internationaux – autrement dit, la valeur de sa dette publique – devrait augmenter parce que le

¹ Patrick Artus et Isabelle Gravet, *La crise de l'euro: Comprendre les causes - En sortir par de nouvelles institutions*, Armand Colin, 2012.

caractère risqué du pays augmente. Or, on voit que plus les États-Unis s'endettent, plus le *spread* baisse. On observe la même chose pour la France, qui a même parfois emprunté à des taux négatifs, non pas grâce aux vertus de ses finances publiques, mais grâce à un certain nombre de paradoxes dans lesquels nous vivons aujourd'hui et dans lesquels il faut réinscrire la politique publique européenne.

La dette publique, est-ce toujours un problème ?



Les statistiques sur l'endettement public montrent que le ratio de la dette publique par rapport au PIB du Japon s'est établi à 220 % et que la France figure dans la moyenne de la zone euro (100 %). Le fait que nous imposions entre nous-mêmes l'austérité budgétaire, c'est-à-dire que nous interdisions donc aux États de faire de la dépense publique – ce qui entraînerait de la dette publique – et que, dans le même temps, nous nous encourageons à épargner davantage, est nécessairement récessif et provoque automatiquement l'explosion des dettes privées. Le problème de la zone euro n'est pas un excès de dette publique, mais un excès de dette privée. L'austérité budgétaire est une fausse bonne idée.

Une crise financière imminente

Une partie de l'argent créé par les banques centrales n'a pas été re-prêtée par les banques de second rang (les banques commerciales) à l'économie réelle, mais, au contraire, s'est réfugiée dans les marchés financiers et a alimenté des bulles spéculatives dont tout le monde reconnaît qu'elles sont très dangereuses. Même Wolfgang Schäuble reconnaissait, en octobre 2017, dans le *Financial Time*, que nous pourrions avoir une nouvelle crise financière liée l'accumulation de ces bulles spéculatives.

Pour nous y préparer, en Europe, nous avons mis en place une Union bancaire européenne qui est censée nous protéger contre les risques de faillite bancaire. J'ai produit un rapport avec Thore Kockerols pour le Parlement européen, en 2015, qui montre que le projet d'union bancaire sera inefficace en cas de grande crise financière. Si c'était le cas, nous n'aurions pas d'autre choix que de demander aux contribuables de payer les dettes pour sauver les banques. On en a eu une illustration avec la faillite de Monte Dei Paschi di Sienna, l'une des plus anciennes banques du monde, créée au XV^e siècle. Le projet d'union bancaire n'ayant pas été mis en œuvre, c'est l'État italien qui a nationalisé cette banque et a repris à son compte, donc celui des contribuables, une grande partie de la dette privée de cette banque. L'accroissement des dettes privées nous empêche d'investir, en particulier dans la transition écologique, en Angleterre, aux États-Unis, en Europe. On entend dire que c'est une bonne nouvelle que le crédit à la consommation reparte en France, alors que c'est le signe que nous sommes de nouveau embarqués sur une trajectoire dangereuse.

En quoi la transition écologique peut devenir le vrai projet politique européen

Depuis les années 70, l'Europe est en panne eschatologique ; elle n'a plus de grand projet politique qui dirait le sens de notre vivre ensemble, la direction dans laquelle nous voulons avancer, l'horizon politique qui est le nôtre, et ce que nous voulons transmettre à nos enfants.

Après 1945, le projet politique était très clair : reconstruire l'Europe après les dévastations de la seconde guerre mondiale. Pour prendre un parallèle biblique, cette période est comparable à la sortie d'Égypte par le peuple hébreu dans le Livre de l'Exode, la sortie du totalitarisme et de la dictature. Pendant les Trente Glorieuses, on reconstruit l'Europe, c'est le miracle européen, la traversée de la Mer Rouge. À partir des années 70, le peuple hébreu se retrouve dans le désert, Moïse va parler avec le bon Dieu sur le Sinaï, il n'est plus là, – c'est la disparition des grandes figures de l'après-guerre, le général de Gaulle, Konrad Adenauer – le peuple hébreu se retrouve abandonné dans le désert et commence à avoir très peur car il ne connaît pas la feuille de route qui conduit à la Terre Promise. C'est la panne eschatologique dans laquelle nous nous trouvons depuis une quarantaine d'années qui fait que nous sommes à la peine pour définir le projet européen qui nous aimerait vers l'avenir. Dans le Livre de l'Exode il y a quelques versets très troublants où l'on entend quelques hébreux dire à Moïse : « On n'était pas si mal en Égypte car au moins il y avait de la viande au fond des chaudrons. » C'est la grande tentation des partis d'extrême droite en Allemagne, en France, en Pologne, en Hongrie, l'envie de retour à des régimes forts, totalitaires, durs, parce que le régime de liberté dans lequel nous sommes fait peur puisqu'apparemment nous n'avons plus de projet politique.

Karl Polanyi, économiste hongrois, avait thématiqué cela dans les années 30, dans un livre *La Grande Transformation*¹. Sa thèse était que la raison pour laquelle l'Europe avait connu une énorme sortie de route antidémocratique dans les années 30, c'est qu'elle s'était embarquée à la fin du XIX^e siècle dans un projet de privatisation intégrale de la sphère sociale, en particulier de trois séries de biens fondamentaux : la terre, le travail et la monnaie. Lorsque vous essayez de privatiser ces trois types de biens, c'est tellement insupportable pour le corps social qu'il finit par préférer la dictature à cette tentative de privatisation absolue. Ne sommes-nous pas, *volens nolens*, réembarqués dans un projet du même type de privatisation intégrale de la sphère sociale en Europe, qui provoque des tensions sociales inouïes et qui fait que certains, comme les Hébreux dans le désert, se disent : « Finalement, on était pas si mal en Égypte » ?

Nous sommes très en retard pour mettre en œuvre l'Accord de Paris qui garantirait que l'augmentation de la température moyenne à la surface de la planète à la fin de ce siècle n'excède pas deux degrés. Erick Solheim, directeur du programme des Nations unies pour l'environnement dit : « Les engagements actuels des États couvrent à peine un tiers des réductions [de gaz à effet de serre] nécessaires. Gouvernements, secteur privé, société civile doivent combler cet écart catastrophique. Un an après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, nous sommes loin de faire ce qu'il faudrait pour préserver des centaines de millions de personnes d'une vie de misère. »

L'équation de Kaya

$$\text{CO}_2 = \text{Population} \times \frac{\text{PIB}}{\text{Population}} \times \frac{\text{Énergie}}{\text{PIB}} \times \frac{\text{CO}_2}{\text{Énergie}}$$

La quantité de CO₂ est toujours égale au terme de droite de l'égalité. Pour réduire de moitié la quantité de CO₂, il faudra en faire autant du côté droit de l'équation, sachant que les prévisions d'augmentation de la population pour 2050 sont de 1,5 fois.

Peut-on réduire la population en Europe par quatre ? Diviser le revenu par habitant (PIB/population) par quatre ? Je ne connais pas de personnalité politique qui pourrait être élue sur cette proposition... En revanche nous pouvons commencer à agir sur le contenu énergétique de notre prospérité (énergie/PIB). Sommes-nous capables de réduire considérablement le contenu en énergie de notre richesse, d'aller du côté de l'efficacité énergétique et de la sobriété – heureuse, si possible ? Quant à la quantité de CO₂ émise par unité d'énergie consommée (CO₂/énergie) – c'est le caractère plus ou moins polluant de notre énergie –, nous sommes loin d'être vertueux au niveau mondial, puisque qu'encore 80 % des énergies dissipées au niveau mondial sont

¹ Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Gallimard, 2009.

des énergies d'origine hydrocarbures fossiles (charbon, pétrole, gaz). La consommation de charbon continue d'augmenter aujourd'hui, non seulement à cause de l'Allemagne, mais surtout de la Chine. Si on veut diviser par quatre le CO₂ et que dans le même temps le revenu par tête augmente, il faut diviser par plus que quatre les autres termes à droite de l'équation. Plus on augmente le revenu par tête, plus il va être difficile de la résoudre. Il y a donc de vrais arbitrages à faire, ce qui nécessite un vrai projet politique.

Le recyclage

J'ai rédigé un article avec l'aide d'un géophysicien, car il faut tenir compte des minerais dans cette problématique de la transition.

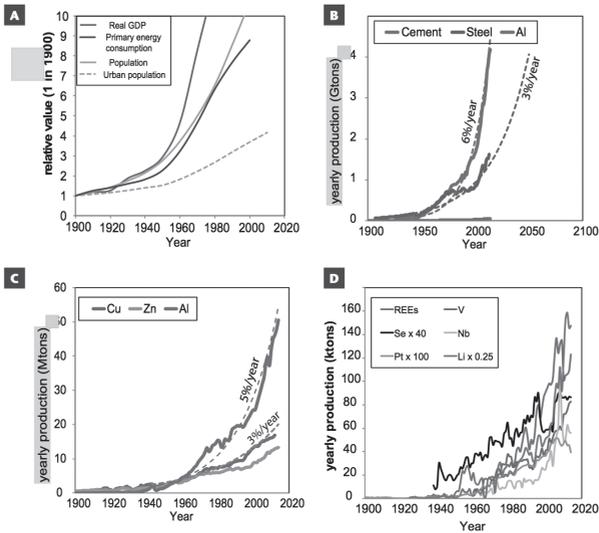


FIGURE 1 (A) Historical evolution of various indicators of prosperity and human activity. FROM STRIEMER ET AL. (2014). (B) Yearly production, between 1900 and 2015 of cement, steel and Al. (C) Yearly production, between 1900 and 2015 of Cu, Zn and Al. (D) Yearly production of rare-earth elements (REEs), V, Se, Nb, Pt and Li. The dashed lines in (B-C) show the evolution of production calculated for the indicated growth rates. DATA IN PARTS 1B, 1C AND 1D FROM USGS (2017b).

Qui croit que nous allons pouvoir continuer à extraire des quantités arbitraires de cuivre, de zinc, d'aluminium et autres minerais ? C'est impossible, les géophysiciens nous donnent l'alerte. Or il se trouve que pour faire la transition énergétique et avoir davantage d'énergies renouvelables (solaire et éolien), il faut davantage de cuivre que pour les hydrocarbures fossiles. Les infrastructures de la transition énergétique sont plus gourmandes en cuivre que les infrastructures classiques liées au charbon, au pétrole et au gaz. Donc, les physiciens nous préviennent : « Attention à l'usage que vous faites du cuivre, nous n'en aurons pas une quantité infinie, recyclons dès aujourd'hui. » Le recyclage devrait faire partie du projet politique européen.

Les grands chapitres de la révolution écologique

♦ La rénovation thermique des bâtiments. Nous avons la chance en France d'avoir un parc immobilier magnifique, il faut le rénover pour que nous n'ayons quasiment plus que des bâtiments à énergie positive. C'est un chantier énorme qui va nous occuper pendant plusieurs décennies et qui est créateur d'emplois. L'ADEME a chiffré le nombre d'emplois que l'on pourrait créer grâce à la transition énergétique en France et obtient un chiffre de 900 000 emplois à créer dans les années qui viennent ; et au niveau européen, 6 millions d'emplois.

♦ La mobilité verte, il faut arrêter de prendre l'avion tous les 15 jours, adopter la voiture électrique, voire à hydrogène.

♦ Avoir une industrie plus verte et une agriculture beaucoup plus verte.

Comment financer la transition ?

Cela doit devenir un projet politique européen. Il n'y a pas d'obstacles techniques à la transition écologique. Nous avons la technique, nous avons les ingénieurs et l'Europe est très bien placée pour être le continent leader dans le monde. Il n'y a que deux régions au monde qui peuvent faire cette transition : il faut d'excellents ingénieurs, un peu d'argent et une population éduquée. Pourquoi une population éduquée ? À cause de l'effet rebond : nous sommes tellement gourmands en énergie que chaque fois que nous faisons un progrès en efficacité, nous en perdons le bénéfice en inventant de nouveaux besoins en consommation d'énergie. Prenons l'exemple des voitures : elles sont beaucoup plus efficaces aujourd'hui que les voitures des années 70, mais elles consomment autant d'énergie parce qu'entre temps on les a bourrées de gadgets – GPS, téléphones, ordinateurs, lecteurs de CD, système électrique pour remonter les vitres, etc. Nous avons perdu le bénéfice de l'efficacité énergétique de nos voitures. Pour traverser l'effet rebond, il faut une population éduquée qui comprenne qu'il vaut mieux utiliser l'huile de coude pour remonter les fenêtres de sa voiture... Les deux régions capables de faire cette transition sont l'Europe et le Japon.

Combien cela coûte-t-il ? Au niveau mondial, les chiffres sont de l'ordre de 90 000 milliards de dollars, soit 1,5 fois le PIB mondial et, d'après Nicholas Stern, économiste britannique, il faut dépenser cet argent dans les 15 années qui viennent. C'est beaucoup. Un autre économiste britannique pense qu'il faudrait 50 000 milliards... La vérité est certainement entre les deux. Pour la zone euro, où trouver cet argent ?

♦ Avec la tarification carbone qui consiste à mettre un prix plancher sur la tonne de carbone. J'ai fait partie de la commission Stern-Stiglitz qui a recommandé un prix plancher de 40 euros la tonne (en mai 2017). Le président de la République a encouragé l'ensemble des Européens à le faire lors de son discours sur l'Europe à la Sorbonne.

- ♦ Avec la taxe sur les transactions financières. Un rapport a été remis à François Hollande en 2015, puis en 2016.

- ♦ Avec l'impôt européen sur les bénéfiques, selon le rapport Mario Monti de 2017. Nous sommes une anomalie par rapport aux États-Unis où, entre 1993 et 2010, le taux d'impôt sur les bénéfices n'a pas changé, tandis qu'il a fortement baissé en Europe. Mario Monti propose de remonter ce taux et de financer la transition énergétique avec les recettes fiscales.

- ♦ Avec la création monétaire par la BCE ? Les banques centrales ont créé beaucoup d'argent dans les années précédentes, essentiellement pour sauver le secteur bancaire. Cet argent a atterri dans le bilan des banques. Sur les trois dernières années, la BCE a créé 2 300 milliards d'euros pour les banques, desquels seulement 230 milliards ont été prêtés à l'économie réelle. Ce que nous avons fait pour sauver les banques, pourquoi ne le ferions-nous pas pour sauver l'Europe et la planète ?

L'Europe des communs

Si je reviens à ce que disait Karl Polanyi, lorsqu'on essaie la privatisation absolue, le corps social réagit mal et appelle au secours la dictature. L'alternative à la privatisation absolue serait l'absorption absolue de la sphère sociale dans la sphère publique, c'est le totalitarisme bureaucratique. Un juste milieu serait que l'Europe devienne l'Europe des communs, des biens communs, ces biens qui ne sont ni gérés exclusivement par la sphère marchande, ni gérés exclusivement par la sphère publique. C'est ce que vous pratiquez quand vous utilisez l'ascenseur dans votre copropriété. Vous n'avez pas le droit d'imposer une taxe à votre voisine pour l'utiliser. Vous n'avez pas le droit de le casser. Vous n'en êtes pas le propriétaire privé, mais vous le financez à concurrence de l'usage que vous en faites, selon l'étage où vous habitez. C'est un exemple de bien commun, géré par la communauté des copropriétaires. Cela ne se passe pas toujours très bien, c'est pour cela qu'il faut de l'éducation.

La COMECE a fait en 2012 une déclaration sur la zone euro et a appelé à avancer à marche forcée vers le fédéralisme européen. J'y suis favorable. Les défaillances de la zone euro rendent ce fédéralisme plus difficile aujourd'hui. Il manque un projet européen. Les fondateurs de la zone euro avaient fait le pari qu'en développant le pilier économique et financier, nous apprendrions à marcher en tombant et qu'ainsi nous serions contraints de faire une vraie union politique. Je souhaite que ce pari « j'apprends à marcher en tombant » puisse être engagé. Une réponse concrète à l'appel au fédéralisme, c'est une Europe des communs qui mettrait l'accent sur la manière dont les communautés en Europe peuvent créer des biens communs entre elles.

Débat

TABLE DES QUESTIONS¹ : *Mr Giraud, selon vous, la croissance est-elle compatible avec la transition écologique que vous proposez ?*

GAËL GIRAUD : Le message de l'équation a été bien compris, à savoir que si nous nous entêtons à vouloir à tout prix augmenter le PIB par habitant, nous allons avoir du mal à résoudre l'équation. Faut-il pour autant faire la promotion de la décroissance ? D'une certaine manière, ce n'est plus le sujet pour nous. Le PIB est un très mauvais indicateur qui ne capture pas l'essentiel de la prospérité que nous vivons et qui donne du sens à la vie. Si vous avez un accident sur l'autoroute, cela fait augmenter le PIB, est-ce une bonne chose ? Autre exemple : les poissons vont disparaître des océans, probablement entre 2040 et 2050, à cause de la pêche industrielle en eaux profondes, de l'acidification des océans, de la montée de la température dans la mer, etc. J'ai des amis qui disent que c'est une bonne nouvelle parce que cela va nous obliger à faire de la pisciculture et que la pisciculture fait monter le PIB. Voulons-nous vivre dans une planète dont le PIB augmente, mais où il n'y a plus de poissons dans les océans ? Prenons encore l'exemple de la disparition des abeilles : s'il n'y a plus d'abeilles, il n'y a plus de pollinisation, donc plus d'agriculture possible. On me répond que c'est une bonne chose parce que cela va nous obliger à construire des robots qui vont aller polliniser à la main dans les campagnes. C'est typique de l'imaginaire de la croissance du PIB comme alpha et oméga de la société. En vérité, s'il n'y a plus d'abeilles, on va généraliser ce qui se passe aujourd'hui en Chine : la pollinisation à la main par des femmes pauvres.

La question du PIB n'est plus une question pertinente aujourd'hui, qu'il augmente ou diminue, d'autant que sa croissance n'est plus liée à l'emploi. Depuis un peu plus d'une vingtaine d'années, on observe un découplage entre la croissance du PIB et l'emploi. Un vrai objectif de société est, par exemple, de donner un emploi à tous, un emploi décent, digne. Un autre objectif serait de faire en sorte que l'indicateur de développement humain qui mesure à la fois le revenu, le niveau d'éducation et l'espérance de vie à la naissance puisse augmenter. Par quoi faudrait-il remplacer le PIB ?

La commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (initiée par N. Sarkozy) a dressé un panorama d'une centaine d'indicateurs alternatifs. Le grand sujet est de nous coordonner de manière à tous utiliser le même indicateur puisque le PIB sert principalement à nous comparer. Il a été construit statistiquement dans les années 30 surtout pour pouvoir estimer l'aptitude de nos voisins outre-Rhin à nous faire la guerre. Le travail ménager des femmes n'est pas compté dans le PIB. Certains économistes sont tellement obsédés par l'idée qu'il faut faire augmenter le PIB à tout prix qu'à l'OCDE

¹ Marie-Charlotte Fauduel et François Fayol relayaient les questions de la salle.

ils ont proposé, en 2014, d'intégrer la prostitution pour le faire augmenter. Ce n'est plus le bon indicateur.

– Cette transition peut-elle s'appuyer sur le développement d'une industrie photovoltaïque au niveau européen, compte tenu de l'avance qu'a prise la Chine dans ce domaine ?

GAËL GIRAUD : Le charbon n'est plus compétitif par rapport aux énergies renouvelables. On arrive à faire du photovoltaïque et de l'éolien à moins de 7 centimes d'euro le kWh. Le nucléaire n'est pas compétitif non plus. L'avenir de la production énergétique, c'est le photovoltaïque et l'éolien. Évidemment, les Chinois ne nous ont pas attendus pour prendre une longueur d'avance. La Chine est le pays de tous les paradoxes : c'est le premier pollueur du monde et le premier investisseur dans les énergies vertes. Il ne tient qu'à nous d'investir davantage. Il faut donc trouver de l'argent, il y en a, mais ce qui nous fait défaut, c'est une volonté politique sociale commune d'investir pour avoir une énergie propre en Europe dans les années qui viennent.